SGB | USS
www.sgb.ch | www.uss.ch
Schweizerischer Gewerkschaftsbund
Union syndicale suisse
Unione sindacale svizzera

DISCOURS DU 1ER MAI 2023

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

C'est le monde du travail qui est « too big to fail »

Est-ce que, selon le Conseil fédéral, le monde du travail est too big to fail ? Vous savez, cette expression désigne les grandes banques privées qui peuvent pendant des années distribuer des orgies de bonus et de dividendes et qui ont le droit de recevoir périodiquement des montagnes de francs suisses quand elles font faillite. On les appelle les banques « too big to fail », « trop grandes pour faire faillite ».

Un maçon, une infirmière, un vendeur, un charpentier, une cariste, une enseignant, une vendeuse, un commerçant, un électricien, une conductrice ou un conducteur de bus ou de camion, un ou une salariée, une ou un petit indépendant, quelqu'un qui doit beaucoup travailler pour tout juste arriver à payer les charges fixes de sa famille, selon le Conseil fédéral et la majorité du Parlement, n'est pas « too big to fail ». Selon eux et les puissants de Suisse et d'ailleurs, tout notre monde du travail est « small enough too fail », assez petit pour être oublié.

Pour le Crédit suisse, ils mettent en risque 259 milliards d'argent public. Pour les femmes qui travaillent, en revanche ils élèvent l'âge de la retraite et annoncent une suppression prochaine de la rente de veuve. Pour les hommes et les femmes qui travaillent, ils baissent des rentes LPP et augmentent les cotisations. Mais aussi, une nouvelle hausse des primes de deux milliards environ est en perspective pour l'automne, une hausse des loyers dès le courant de l'été, une hausse de la TVA l'an prochain. Et des hausses de prix dans l'alimentation et l'énergie qui dépassent largement les chiffres officiels de l'inflation.

Une crise majeure du pouvoir d'achat est en cours et menace de s'aggraver dans les prochains mois. Elle est alimentée par les choix des banques centrales du monde et de notre Banque nationale suisse, qui poussent à la récession par des hausses de taux d'intérêt brutales.

Du côté patronal, les adaptations des salaires à l'inflation sont contestées. Au contraire, les élites économiques demandent une hausse du temps de travail et de nouvelles hausses de l'âge de la retraite. Ils se lamentent du manque de main d'œuvre et remettent en cause le temps partiel. Ils trouvent le peuple paresseux et aimeraient le contraindre à travailler plus.

Nous combattrons ces projets avec force. Les gens travaillent autant qu'ils peuvent. Les ménages suisses qui désormais ont besoin de deux salaires pour payer les charges travaillent ensemble aujourd'hui bien davantage que dans les décennies passées. C'est de meilleurs salaires et conditions de travail que de nombreux secteurs ont au contraire besoin pour résorber leur perte d'attractivité et résoudre la pénurie de main d'œuvre.

Les patrons demandent plus de solutions de garde pour les enfants, ce qui permettrait à beaucoup de femmes et d'hommes d'augmenter leur taux d'activité. Très bien, nous avons lancé une initiative populaire à ce sujet. Leur signature est la bienvenue. Mais ils viennent de faire passer avec une infime majorité une hausse d'un an de l'âge de la retraite des femmes. Cette décision inique revient à fermer la plus grande garderie de Suisse. Cette année de travail en plus fera disparaître des dizaines de milliers d'heures de garde d'enfants le plus souvent gratuites, que fournissent les jeunes grands-parents à la retraite pour les familles qui travaillent. Augmenter l'âge de la retraite, c'est contraindre les jeunes familles au temps partiel, c'est comme ça.

Chères et chers collègues, engager des milliards d'argent public pour de grandes entreprises privées, augmenter le temps de travail et enclencher un programme d'austérité au moment où les charges fixes augmentent massivement, c'est le programme des pouvoirs économiques et politiques dans notre pays et ailleurs. Cela n'a plus rien à voir avec la défense de l'intérêt général. Le programme de l'intérêt général, c'est celui que nous proposons : indexer les salaires au coût de la vie, augmenter les rentes AVS, baisser l'impôt le plus injuste, à savoir la prime maladie en la plafonnant dans toute la Suisse à 10% du revenu net. Notre programme ne coûte pas plus cher que celui des partis bourgeois et des milieux patronaux. Au contraire. Il est simplement plus juste. Il est simplement conforme aux intérêts de la majorité de la population.

Chères et chers collègues, nous n'avalons pas leur propagande à deux sous. Il n'y a pas de spirale prix-salaires qui justifierait de ne pas adapter les salaires. Il y a bien au contraire une spirale prix-profits dans le domaine de l'énergie, des loyers ou du commerce alimentaire. Il n'y a pas de justification démographique à la démolition de nos systèmes de retraite. Et il n'y aucune justification à laisser nos sociétés s'appauvrir par des politiques d'austérité qui n'en finissent pas.

Chères et chers collèges, nous pouvons devenir « too big to fail » à notre tour, Nous pouvons faire mieux respecter les intérêts du monde du travail par les pouvoirs économiques et politiques. Pour cela, il faut s'unir, se rassembler, s'organiser. C'est ce que nous faisons ce premier mai, ici, en Suisse et dans le monde entier. Nous sommes solidaires en ce jour avec toutes les travailleuses et les travailleurs dans le monde qui se battent pour une société plus juste et plus respectueuse du travail. Nous soutenons nos collègues en France, qui se battent pour défendre leurs retraites attaquées un pouvoir libéral radicalisé. Nous soutenons les grévistes en Allemagne, en Angleterre, en Italie et partout ailleurs qui luttent pour de meilleurs salaires.

Nous sommes solidaires avec nos collègues en Ukraine qui se battent contre un envahisseur et veulent retrouver le droit de vivre et travailler en paix. Nous sommes solidaires avec les travailleuses et travailleurs dans tous les pays en guerre, pour que la paix et la justice sociale progressent et s'imposent dans le monde.

En nous organisant, en nous rassemblant, en luttant ensemble dans la durée, nous savons que le monde du travail est si grand qu'il ne peut pas faillir. Alors organisons-nous, rassemblons-nous, en ce 1er mai, le 14 juin prochain pour la grève féministe, cet automne pour que les forces de progrès gagnent les élections fédérales ! Engageons-nous lors des votations de mars prochain pour plafonner les primes-maladie et améliorer les rentes AVS. Renforçons le mouvement syndical, mobilisons-nous. Nous savons que c'est ainsi seulement que se gagne le respect.

Merci pour votre attention.